Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

**Doc. 13564**
01 juillet 2014

# Enquêter sur les pressions et les ingérences indues de fonctionnaires de l'Union européenne visant à entraîner la démission du gouvernement Berlusconi à l'automne 2011

**Proposition de résolution**
déposée par Mme Deborah BERGAMINI et d'autres membres de l'Assemblée

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

L'ancien secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis d'Amérique, M. Timothy Geithner, a révélé que, à l'automne 2011 à Cannes, il a reçu de fortes pressions de hauts fonctionnaires de l'Union européenne pour convaincre le Président des Etats-Unis d'adhérer à un «complot» («scheme»). Dans ses mémoires, édités en mai 2014 et intitulés «Stress test», M. Geithner a écrit: «Lors d'une réunion du G20 en 2011, les Européens poussaient la Maison Blanche à s'impliquer dans l'effort pour répandre la légende du bunga bunga et éjecter le Premier ministre italien Silvio Berlusconi de son poste». Il écrit qu'il a répondu à cette proposition: «Nous ne pouvons pas avoir son sang sur les mains.»

Déjà en novembre 2013, l'ancien président espagnol Rodriguez Zapatero, dans son livre «El Dilema» («Le dilemme»), avait raconté qu'en fait, M. Mario Monti avait été nommé Premier ministre lors du sommet du G20 à Cannes par Mme Merkel, M. Sarkozy, les eurocrates de Bruxelles et des fonctionnaires du Fonds monétaire international. Cette circonstance a été confirmée, ensuite, par M. Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la BCE, dans son livre «*Morire d'austerità*» («Mourir d'austérité»). D'autres enquêtes journalistiques font état de manœuvres dans les coulisses pour forcer la République italienne à remplacer M. Silvio Berlusconi par M. Mario Monti.

Ces pressions internationales, s'ajoutant aux dissensions parlementaires, ont été décisives pour pousser le Président de la République italienne à demander et à obtenir la démission de M. Silvio Berlusconi et la promotion simultanée de Mario Monti au poste de Premier ministre.

Considérant que ces affirmations mettent en évidence le fonctionnement irrégulier des mécanismes démocratiques au sein des Etats membres, l'Assemblée parlementaire, qui est appelée à veiller au respect de la démocratie et de l'Etat de droit, devrait mener une enquête visant à vérifier la véracité desdites affirmations.

*Signé (voir au verso)*

*Signé*[1]*:*

BERGAMINI Deborah, Italie, PPE/DC
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
AMORUSO Francesco Maria, Italie, PPE/DC
BADEA Viorel Riceard, Roumanie, PPE/DC
BERNINI Anna Maria, Italie, PPE/DC
CENTEMERO Elena, Italie, PPE/DC
CONDE Agustín, Espagne, PPE/DC
D'ALESSANDRO Luca, Italie, PPE/DC
DEBONO GRECH Joseph, Malte, SOC
DÍAZ TEJERA Arcadio, Espagne, SOC
DİŞLİ Şaban, Turquie, PPE/DC
FAZZONE Claudio, Italie, PPE/DC
GALATI Giuseppe, Italie, PPE/DC
GHILETCHI Valeriu, République de Moldova, PPE/DC
GIRO Francesco Maria, Italie, PPE/DC
MARIANI Thierry, France, PPE/DC
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
OMTZIGT Pieter, Pays-Bas, PPE/DC
PUCHE Gabino, Espagne, PPE/DC
ROCHEBLOINE François, France, PPE/DC

1. PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste